

# ACTION URGENTE

## GRAVES CRAINTES POUR UNE ÉTUDIANTE OÜÏGHOURE DONT ON EST SANS NOUVELLES

**On est sans aucune nouvelle de Guligeina Tashimaimaiti depuis le 26 décembre 2017, lorsqu'elle est revenue de Malaisie dans sa ville natale, Yili, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Sa famille craint qu'elle ne soit détenue dans un camp de rééducation et ne subisse des actes de torture et d'autres mauvais traitements.**

**Guligeina Tashimaimaiti**, étudiante en doctorat à l'Université de Technologie, en Malaisie, a été vue pour la dernière fois par son ami Sammy (son nom a été modifié pour protéger son identité) à l'aéroport international de Senai, en Malaisie, le 26 décembre 2017. Ils ont tous deux convenu que Guligeina Tashimaimaiti changerait chaque semaine sa photo sur WeChat, une plateforme de réseaux sociaux très populaire en Chine, pour montrer qu'elle se trouvait en sécurité.

Elle a changé sa photo de profil une semaine après son retour à Yili, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Puis, sa photo de profil n'a pas changé pendant plusieurs semaines, jusqu'à ce que sa photo de fond change soudain pour une photo en noir et blanc, sombre et lugubre – on aurait dit une cellule de prison.

Étant donné la répression sans précédent qui s'abat sur les Ouïghours et d'autres minorités ethniques dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, Sammy et la sœur aînée de Guligeina Tashimaimaiti, Gulzire, craignent qu'elle ne soit détenue dans un camp de rééducation. Bien que des amis et des proches lui aient déconseillé de retourner dans la région, Guligeina Tashimaimaiti s'inquiétait pour ses parents, qu'elle n'avait pas pu contacter depuis sa dernière visite à Yili en février 2017.

Elle devait démarrer son doctorat en février 2018. Sans nouvelles d'elle pendant plusieurs mois, Gulzire et Sammy ont décidé de contacter l'université en Malaisie et les médias pour attirer l'attention sur son cas.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités chinoises de libérer Guligeina Tashimaimaiti et d'abandonner les accusations portées à son encontre, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'elle a commis une infraction reconnue par le droit international, et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;
- priez-les de veiller à ce que Guligeina Tashimaimaiti puisse avoir des contacts régulièrement et sans restriction avec sa famille et avec les avocats de son choix et à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;
- priez-les instamment de veiller à ce que tout habitant de la région autonome ouïghoure du Xinjiang puisse communiquer librement avec ses proches, y compris les membres de sa famille résidant à l'étranger, sauf en cas de motif conforme au droit international relatif aux droits humains.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 2 AOÛT 2018 À :**

Secrétaire du Parti communiste dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang  
Chen Quanguo  
479 Zhongshan Lu  
Wulumuqi Shi, Xinjiang  
Chine

**Formule d'appel : Dear Secretary, / Monsieur,**

Ministre de la Sécurité publique

Zhao Kezhi  
14 Dongchang'anjie  
Dongchengqu  
Beijing Shi 100741  
Chine

Tél : +86 10 6626 2114 (en chinois uniquement)

**Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**

Président  
Xi Jinping  
Zhongnanhai  
Xichang'anjie  
Xichengqu, Beijing Shi 100017  
Chine  
Fax : +86 10 6238 1025

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresses à insérer) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## GRAVES CRAINTES POUR UNE ÉTUDIANTE OUIGHOURE DONT ON EST SANS NOUVELLES

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Sous la houlette du secrétaire régional du Parti communiste, Chen Quanguo, de nombreux centres de détention ont été créés dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans ces établissements, qui peuvent s'appeler « centre de lutte contre l'extrémisme », « centre d'études politiques » ou encore « centre d'éducation et de transformation », des personnes sont détenues de façon arbitraire pendant des durées indéterminées et forcées d'étudier la législation et les politiques de la Chine. En général, elles y sont envoyées parce qu'elles pratiquent certaines religions, sont en relation avec des « contacts étrangers » ou parce qu'elles ou leurs proches font les frais d'une campagne de maintien de la stabilité sociale.

Selon plusieurs médias et les informations obtenues par Amnesty International, les habitants de la région autonome ouïghoure du Xinjiang courent un grand danger de détention arbitraire s'ils communiquent avec leurs proches qui vivent à l'étranger. Les autorités arrêtent les personnes qui reçoivent des appels téléphoniques d'autres pays. Elles tentent aussi de faire en sorte que personne ne puisse utiliser d'applications de messagerie cryptées, privilégiant ainsi les applications locales qui ne sont dotées d'aucun système de chiffrement ni autre protection de la vie privée.

Les Ouïghours et les autres minorités ethniques majoritairement musulmanes de la région sont victimes depuis longtemps de violations des droits aux libertés de religion et d'association, entre autres droits humains. Cependant, depuis au moins un an, les autorités se sont lancées dans une répression sans précédent à leur encontre. Elles ont recours à divers moyens, notamment la détention arbitraire généralisée, la surveillance technologique, des patrouilles de rue lourdement armées, des postes de contrôle et tout un arsenal de politiques intrusives qui bafouent les droits humains.

Il a été signalé à maintes reprises que, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, les autorités chinoises contournent les garanties de procédure accordées par le droit chinois aux prévenus accusés d'infractions pénales, et que de nombreux détenus ouïghours n'ont pas pu bénéficier des conseils d'un avocat.

Selon Radio Free Asia, Buzzfeed, *The Globe and Mail*, Associated Press et d'autres, ainsi que les informations recueillies par Amnesty International, les autorités ont commencé à arrêter des Ouïghours en grand nombre dans toute la région au printemps 2017 et à les envoyer dans des centres de détention administrative ou à les condamner à de lourdes peines d'emprisonnement. Cette répression concerne non seulement les Ouïghours mais aussi d'autres groupes ethniques à majorité musulmane, comme les Kazakhs et les Kirghizes.

Nom : Guligeina Tashimaimaiti  
Femme

AU 122/18, ASA 17/8644/2018, 21 juin 2018